Confédération AES : Les Présidents des Parlements accélèrent la mise en place de l'architecture institutionnelle à Ouagadougou

MALI

1966

Malikilé

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 02 Juillet 2026

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



250 ans des États-Unis : A Bamako, l'Amérique réaffirme son partenariat stratégique avec le Mali



Le Conseil supérieur de la magistrature réformé : Le CNT adopte un nouveau cadre juridique



Gendarmerie nationale : Une formation pour renforcer les compétences en gestion de carrière

Sommaire







UNE /

250 ans des États-Unis : A Bamako, l'Amérique réaffirme son partenariat stratégique avec le Mali — P 04

BRÈVES /

Confédération AES : Les Présidents des Parlements accélèrent la mise en place de l'architecture institutionnelle à Ouagadougou — P 11

Niger–Tchad : Niamey convié à la Conférence internationale sur l'eau de N'Djamena — P 11

Protection des migrants vulnérables : Le Mali renforce son mécanisme national de référencement — P 12

Diplomatie : Les anciens ambassadeurs des trois pays mobilisés pour accompagner l'AES — P 13

ACTUALITÉ /

Énergies renouvelables : L'ANERB pose les bases de son opérationnalisation — P 15

160 milliards de FCFA pour SOTELMA : Un retour stratégique de l'État qui interroge — P 17

POLITIQUE /

Gendarmerie nationale : Une formation pour renforcer les compétences en gestion de carrière — P 19

Le Conseil supérieur de la magistrature réformé : Le CNT adopte un nouveau cadre juridique — P 21

CULTURE & SOCIETÉ /

Hivernage à Bamako : Le départ des aides ménagères révèle la dépendance des foyers urbains — P 24

INTERNATIONAL /

Campagne de Macky Sall pour l'ONU : Le rôle d'Umaro Sissoco Embaló au cœur des interrogations — P 26

Burkina Faso–Nations Unies : Ouagadougou et l'ONU échangent sur l'avenir de leur coopération — P 27

Xi Jinping souligne l'engagement inébranlable du PCC à résoudre la question de Taiwan et à parvenir à la réunification complète de la Chine — P 28

SPORT /

Coupe du monde 2026 : La Norvège élimine la Côte d'Ivoire et rejoint le Brésil en huitièmes — P 30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur Hoë Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- Gérant : Moctar Saw
- Rédacteur en Chef :
- Rédaction Générale : Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- Service Commercial : Youssouf Diarra
- Secrétariat : Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

250 ans des États-Unis : A Bamako, l'Amérique réaffirme son partenariat stratégique avec le Mali



À l'heure où les équilibres géopolitiques mondiaux se redessinent, l'Ambassade des États-Unis à Bamako a choisi de faire de la célébration du 250e anniversaire de l'indépendance américaine bien plus qu'une simple fête nationale. Devant les autorités maliennes, le corps diplomatique et de nombreux invités de marque, Washington a réaffirmé son ambition de demeurer un partenaire majeur du Mali et un acteur incontournable de la gouvernance mondiale.

Mardi 30 juin, les jardins de la résidence de l'ambassadeur des États-Unis ont accueilli une réception de haut niveau organisée par l'ambassadeur Rachna Korhonen. L'invité d'honneur n'était autre qu'Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, accompagné du ministre chargé de la Communication. Leur présence traduisait l'importance accordée par les deux pays à une relation bilatérale qui, malgré les évolutions du contexte international, continue de reposer sur un dialogue permanent et des intérêts communs.

Dans son allocution, le chef de la diplomatie malienne a transmis, au nom des plus hautes autorités du Mali, ses vœux de paix, de prospérité et de succès au peuple amé-



ricain. Mais son discours est allé bien au-delà des usages diplomatiques. En rapprochant la Charte de Kurukanfuga de 1236 de la Déclaration d'indépendance américaine de 1776, Abdoulaye Diop a mis en évidence une convergence historique autour des idéaux de liberté, de dignité humaine et d'égalité, rappelant que ces valeurs constituent un patrimoine universel partagé par les peuples.

Cette célébration a également permis de mesurer le rôle de premier plan que joue aujourd'hui l'Ambassade des États-Unis au Mali. Sous l'impulsion de Rachna Korhonen, la représentation diplomatique américaine s'est imposée comme un acteur particulièrement dynamique dans le renforcement des relations entre Bamako et Washington. Dialogue politique, diplomatie économique, promotion des investissements, rapprochement des opérateurs économiques, soutien à la jeunesse et à l'entrepreneuriat : autant de domaines dans lesquels l'ambassade multiplie les initiatives afin d'inscrire la coopération bilatérale dans une logique de résultats concrets.

Ce leadership diplomatique s'inscrit dans une vision plus large de la politique étrangère américaine. Deux cent cinquante ans après la naissance des États-Unis, le monde n'est plus celui de l'après-guerre froide. L'émergence de nouvelles puissances, les crises sécuritaires, la révolution technologique, les mutations économiques et les défis climatiques obligent désormais Washington à adapter ses modes d'action. Sans renoncer à son influence mondiale, les États-Unis privilégient de plus en plus des partenariats fondés sur l'investissement, l'innovation, le commerce, les échanges universitaires et la coopération économique.

Pour l'Afrique, et particulière-



ment pour le Sahel, cette évolution ouvre de nouvelles perspectives. Les attentes portent autant sur les opportunités économiques que sur le développement des infrastructures, l'accompagnement du secteur privé, la transformation numérique et la formation des jeunes générations.

Abdoulaye Diop n'a toutefois pas éludé les défis auxquels le Mali demeure confronté. Évoquant la menace terroriste, qu'il a qualifiée de phénomène soutenu par des sponsors étatiques étrangers, le ministre a rappelé les efforts déployés par les autorités maliennes et la Confédération des États du Sahel pour sécuriser l'espace confédéral et construire les conditions d'une prospérité durable.

Le ministre Diop a livré un message empreint de confiance. Selon lui, les grandes nations ne se construisent ni dans la précipitation ni dans la facilité, mais grâce à une vision, de la persévérance et des sacrifices consentis au fil des générations. Une réflexion qui faisait écho au parcours des États-Unis, lesquels célèbrent aujourd'hui deux siècles et demi d'existence tout en continuant d'adapter leur leadership aux réalités d'un monde en constante mutation.

À Bamako, cette célébration du 250e anniversaire de l'indépendance américaine aura ainsi dépassé le cadre protocolaire. Elle aura illustré la volonté des États-Unis de consolider leur présence au Mali, de renforcer leur coopération avec les autorités et le secteur privé, et de continuer à jouer un rôle de premier plan dans la construction des équilibres internationaux du XXIe siècle.

Moctar Sow

- Moussa Sey Diallo

Tous les chefs d'État africains doivent convoquer les ambassadeurs sud-africains qui résident chez eux. Aussi, refusons les dans les tournois sportifs africains.

- Bacary Camara

GOUVERNORAT DE BOUGOUNI

ELECTION DU PRESIDENT ET DES MEMBRES DU BUREAU DE LA CHAMBRE RÉGIONALE D'AGRICULTURE DE BOUGOUNI.

La salle de réunion du Gouvernorat de Bougouni a abrité ce mardi 30 juin 2026 le scrutin d'élection du Président et des membres de la chambre régionale d'agriculture (CRA) de Bougouni, sous la présidence du Conseiller aux Affaires Administratives et Economiques du Gouverneur Monsieur Arouna Dembélé.

C'est le seul candidat au poste, monsieur Bakary Doumbia, Président du bureau local de la chambre d'agriculture de Sélingué qui a été élu président. Il obtient 30 voix sur un suffrage de 35 candidats avec 5 bulletins nuls.

Le scrutin s'est déroulé sous la supervision de maître Mamoudou Haidara juge d'Instruction au Tribunal d'instance de Bougouni.

Photo: Bakary Doumbia

C.C - G. BGNI



- ORTM2

Mali : Les véhicules sans plaque d'immatriculation ne sont plus autorisés à circuler sur le territoire national.

- African Union

During his visit to the Republic of #Seychelles, H.E. Mahmoud Ali Youssouf, Chairperson of the African Union (AU) Commission, visited the Seychelles Coast Guard, the Regional Coordination Operations Centre (RCOC), & the National Information Sharing & Coordination Centre (NISCC) where he was received by H.E. Mr. James CAMILLE, Minister for Homeland Security & Civil Affairs

He received briefings on their critical role in advancing #maritime security, combating #piracy, illicit trafficking & illegal fishing, while strengthening regional information sharing & operational coordination.

The Chairperson commended these institutions as strong examples of the power of collective action, innovation & partnership in safeguarding Africa's maritime domain. He noted that their expertise & best practices can further strengthen maritime governance & security cooperation across the continent, support safer global sea lanes, & unlock the blue economy's potential for the benefit of Africa and the wider international community.

He also underscored their strong alignment with the AU's maritime strategy and the Lomé Charter.

Au cours de sa visite en République des #Seychelles, S.E. Mahmoud Ali Youssouf, Président de la Commission de l'Union africaine (UA), s'est rendu aux garde-côtes seychelloises, au Centre régional des opérations de coordination (RCOC) et au Centre national de partage et de coordination de l'information (NISCC) où il a été reçu par S.E. M. James CAMILLE, Ministre des affaires étrangères et de la sécurité Sécurité intérieure et affaires civiles

Il a reçu des séances d'information sur leur rôle essentiel dans la promotion de la sécurité #maritime, la lutte contre la #piraterie, le trafic illicite et la pêche illégale, tout en renforçant le partage d'informations régionales et la coordination opérationnelle.

Le Président a félicité ces institutions comme des exemples forts du pouvoir de l'action collective, de l'innovation et du partenariat dans la sauvegarde du domaine maritime africain. Il a noté que leur expertise et leurs meilleures pratiques pouvaient renforcer davantage la gouvernance maritime et la coopération en matière de sécurité sur tout le continent, soutenir des voies maritimes mondiales plus sûres et libérer le potentiel de l'économie bleue au profit de l'Afrique et de la communauté internationale

Il a également souligné leur fort alignement sur la stratégie maritime de l'UA et la Charte de Lomé.

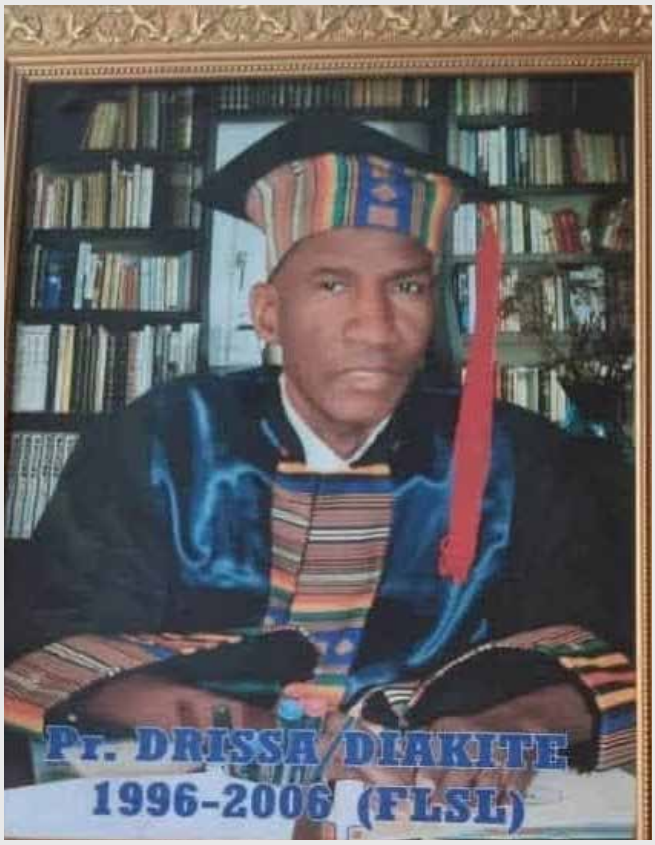


- Bacary Camara

Djiguiba Keita dit PPR..

Pr Drissa Diakité : 1952-2022// Le rappel à Dieu de cet esprit brillant, le 1er juillet 2022, est une perte immense pour le Parena, pour le Mali.

Acteur majeur de la Révolution de Mars dont il a été parmi les concepteurs, les organisateurs et les acteurs sur les barricades, il a été accompagné à sa dernière demeure le lundi 04 juillet. Étaient présents famille, parents, compagnons de Lutte, professeurs, chercheurs, étudiants et classe politique au complet. Pour la construction du Mali, il aura apporté....sa grosse pierre. Dors en paix, Professeur!



- ORTM2

#Urgent Le Niger vient d'annoncer au Bénin que la frontière restera fermée tant que la France sera de la partie.

Le ministre de la Sécurité du Niger, le général Mohamed Toumba, ne s'est pas rendu au Bénin pour négocier.

Il s'y est rendu pour poser des conditions.

Deux exigences non négociables avant la réouverture de la frontière entre le Niger et le Bénin.

Premièrement, un accord de défense contraignant qui garantit qu'aucun des deux territoires ne sera utilisé contre l'autre. Plus une transparence totale sur les ressources militaires étrangères stationnées près de la frontière commune.

Deuxièmement, une cellule conjointe de partage de renseignements afin que les deux pays luttent ensemble contre le terrorisme plutôt que séparément.

Relisez attentivement la première condition.

Une transparence totale concernant les ressources étrangères stationnées près de notre frontière actuelle.

Ce n'est pas un langage diplomatique. C'est le Niger qui dit directement au Bénin que la présence militaire française près de la frontière commune est un problème qui doit être réglé avant toute réouverture.

Le Bénin accueille des troupes françaises. Le Niger les a expulsées. La frontière est fermée depuis des années en partie à cause de cette tension précise. Et le général nigérien vient de l'officialiser dans une salle de négociation.

C'est la souveraineté en action. Le Niger ne supplie pas pour le commerce. Il n'est pas désespéré d'ouvrir la frontière. Il dit à un pays voisin que la sécurité et la transparence passent avant le commerce.

Le Sahel est en train de remodeler sa propre architecture.

Pays par pays. Condition par condition.

Le fait que le Bénin accepte ou non ces conditions révélera exactement quel degré d'indépendance il est prêt à exercer vis-à-vis de ses accords de sécurité avec la France.

La question de la frontière n'a jamais été une simple question de commerce. Il a toujours été question de savoir qui contrôle le territoire et qui dit la vérité à ce sujet.

La véritable négociation au Sahel porte sur la souveraineté, pas sur les frontières.

Source: INFO AES



- Bacary Camara

Sabalibougou en CV du district de Bamako

Batougoune Goumane(photo) s'auto-proclame chef de quartier de Sabalibougou

Un pantin utilise comme prete- nom?

Depuis quelques jours, je suis accuse a tort par une «confrérie» d'etre a la solde du nouveau chef de quartier Abdoulaye Keita dit Baba, dont la légitimité traditionnelle et coutumière ne souffre(au regard des textes de lois) le moindre doute à occuper le fauteuil laisse vide par son frère aine Dramame Keita chef du quartier mort le 26 février 2026..

Peu après son intronisation, le nouveau chef a reçu toutes les faîtières et ONG du quartier a son domicile siege de la chefferie.Autre signe d' adoubement de s charge Il a acceuili le mercredi 24 juin 2026, la visite du Commissaire de police Sabalibougou et son adjoint devant un bel aeropage de personnalites locales de Sabalibougou dont notamment les conseillers de la chefferie.

Un fait plutot etrange, cette légitimité du nouveau chef de quartier adossee pourtant a un texte de loi suscite depuis quelques semaines des cris d'orfraie provenant de ceux qui lui contestent rudement cette legitimite.Des voix plus conciliantes ont tente d'eteindre cette nouvelle fronde qui menace d'embraser ce quartier afin de pouvoir de les ramener a la raison, mais rien n'y fera, tant ils sont determines a mettre leurs plans secrets à execution. catégorique.La principale figure de prouesse de cette contestation n'est autre que Batougoune Goumane.Mais de quelles armes dispose-t-il pour mener a bien cette bataille a l'issue vraiment incertaine.A suivre

B.CAMARA,Phénix





Confédération AES : Les Présidents des Parlements accélèrent la mise en place de l'architecture institutionnelle à Ouagadougou



Les Présidents des Parlements des États membres de la Confédération des États du Sahel (AES) se sont réunis à Ouagadougou, au Burkina Faso, les 29 et 30 juin 2026, dans le cadre d'une rencontre de travail consacrée à l'opérationnalisation des Sessions confédérales des Parlements de l'AES.

Organisée à l'invitation du Président de l'Assemblée législative du peuple du Burkina Faso, cette rencontre a permis aux responsables parlementaires du Burkina Faso, du Mali et du Niger d'évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre du Protocole additionnel relatif aux Sessions confédérales des Parlements et de définir les actions prioritaires en vue de leur mise en place effective.

Cette réunion s'inscrit dans la dynamique impulsée par les Chefs d'État de la Confédération des États du Sahel et dans le cadre de la feuille de route de l'An II de l'AES. Elle traduit la volonté commune des trois pays de consolider l'architecture institutionnelle de la Confédération et de renforcer la participation des représentants des peuples au processus d'intégration confédérale.

Au cours des travaux, les Présidents des Parlements ont procédé à un examen approfondi des progrès réalisés depuis l'adoption du Protocole additionnel, tout en identifiant les défis à relever pour permettre la tenue de la session inaugurale des Sessions confédérales des Parlements de l'AES.

À l'issue de la rencontre, les participants ont salué les avancées enregistrées dans la construction institutionnelle de la Confédération. Ils ont également insisté sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des activités prévues dans la feuille de route de l'An II.

Les Présidents des Parlements ont adopté une feuille de route actualisée, accompagnée d'un calendrier des principales activités préparatoires. Ils ont convenu de finaliser, dans les meilleurs délais, les dispositions administratives, juridiques et techniques nécessaires à la tenue de la session inaugurale. Ils ont, en outre, invité chaque Parlement national à achever les procédures de désignation de ses représentants conformément aux dispositions du Protocole additionnel et décidé de renforcer le mécanisme de coordination entre les trois institutions parlementaires afin d'assurer un suivi régulier de l'exécution des décisions arrêtées.

Moussa Diarra

Niger–Tchad : Niamey convié à la Conférence internationale sur l'eau de N'Djamena



Le président du Niger, le Général d'armée Abdourahamane Tiani, a reçu, ce mardi 30 juin 2026, une envoyée spéciale du président de la République du Tchad, venue lui remettre une invitation officielle à prendre part à la Conférence internationale sur l'eau, qui se tiendra les 15 et 16 juillet prochains à N'Djamena.

Cette audience s'inscrit dans le cadre du renfor-

cement des relations de coopération entre le Niger et le Tchad, deux pays sahéliens confrontés à des défis communs liés au changement climatique, à la raréfaction des ressources en eau et à la pression croissante sur les écosystèmes.

Selon les informations communiquées à l'issue de la rencontre, les discussions ont principalement porté sur les enjeux climatiques et hydriques auxquels les deux États font face. Les échanges ont mis en évidence la nécessité d'intensifier la coopération bilatérale afin de promouvoir une gestion durable des ressources en eau et de renforcer la résilience des populations face aux effets du dérèglement climatique.

La Conférence internationale sur l'eau de N'Djamena constituera une plateforme d'échanges entre les États, les organisations internationales et les partenaires techniques et financiers autour des défis liés à l'accès à l'eau, à la sécurité hydrique et au développement durable dans les régions les plus vulnérables.

Le Niger et le Tchad entendent profiter de cette rencontre pour défendre une position commune sur les problématiques de l'eau au Sahel. Cette démarche traduit leur volonté de porter une voix concertée sur les enjeux stratégiques liés à la préservation des ressources hydriques, à l'adaptation aux changements climatiques et au renforcement des mécanismes de coopération régionale.

À travers cette invitation officielle adressée au président Abdourahamane Tiani, les autorités tchadiennes réaffirment leur engagement à renforcer le dialogue politique avec le Niger et à promouvoir une action collective face aux défis environnementaux qui affectent durablement la région sahélienne.

Arouna Sidibé

Protection des migrants vulnérables : Le Mali renforce son mécanisme national de référencement



Le Mali poursuit ses efforts en faveur d'une meilleure protection des migrants vulnérables à travers la révision et l'opérationnalisation du Mécanisme national de référencement (MNR), un dispositif destiné à améliorer la prise en charge des personnes en situation de vulnérabilité, notamment les victimes de la traite des personnes.

Cette initiative est au cœur d'un atelier organisé avec l'appui de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de plusieurs partenaires. La rencontre réunit les services de l'État, les organisations internationales et les acteurs de la société civile autour d'un objectif commun : renforcer la coordination des interventions en matière de protection des migrants.

Les travaux visent à adapter le Mécanisme national de référencement aux nouvelles réalités migratoires auxquelles le Mali est confronté. Les participants examinent les moyens de rendre ce dispositif plus efficace afin d'assurer une identification rapide des personnes vulnérables, leur orientation vers les structures compétentes et leur accompagnement à travers une prise en charge adaptée.

Parmi les priorités définies figurent le renforcement de la protection des migrants vulnérables, le déploiement effectif du mécanisme sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les zones frontalières, ainsi que l'amélioration de la coordination entre les différents acteurs intervenant dans la gestion des questions migratoires.

L'atelier entend également renforcer les synergies entre les administrations publiques, les organi-

sations internationales et les organisations de la société civile afin d'offrir une réponse plus cohérente et plus efficace aux défis liés à la migration et à la lutte contre la traite des personnes.

À travers cette démarche, les autorités maliennes réaffirment leur engagement en faveur d'une gouvernance migratoire fondée sur la protection des droits humains et la solidarité envers les personnes les plus exposées. En modernisant le Mécanisme national de référencement et en élargissant son champ d'application, le Mali ambitionne de disposer d'un outil opérationnel capable de répondre durablement aux nouveaux défis migratoires, tout en garantissant une meilleure protection des migrants vulnérables sur l'ensemble de son territoire.

Fatou Sissoko

Diplomatie : Les anciens ambassadeurs des trois pays mobilisés pour accompagner l'AES



Les anciens ambassadeurs du Burkina Faso entendent mettre leur riche expérience diplomatique au service de la Confédération des États du Sahel (AES). Cette volonté a été exprimée lors d'une audience accordée, le lundi 29 juin 2026, par le président de la Commission nationale de la Confédération des États du Sahel (CN-CES), Bassolma Bazié, à une délégation de l'Association des Ambassadeurs du Burkina Faso à la retraite.

Au cœur des échanges figurait l'organisation, en novembre 2026 à Ouagadougou, d'une rencontre réunissant les ambassadeurs à la retraite du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Cette initiative vise à valoriser l'expertise et l'expérience acquises par ces anciens diplomates afin de contribuer au renforcement de la diplomatie de l'AES et d'accompagner la construction de l'espace confédéral.

Selon les responsables de l'association, cette rencontre sera marquée par des panels thématiques, des partages d'expériences entre anciens diplomates, des visites de sites d'intérêt ainsi que des audiences avec les autorités burkinabè. L'objectif est de créer un cadre de réflexion stratégique permettant de formuler des recommandations en faveur de la souveraineté, de l'intégration et du développement de la Confédération des États du Sahel.

Les initiateurs estiment que les anciens ambassadeurs disposent d'un important capital d'expériences susceptible d'enrichir la réflexion sur les enjeux diplomatiques, géopolitiques et sécuritaires auxquels fait face l'AES dans un contexte régional et international en constante évolution.

Le président de la CN-CES, Bassolma Bazié, a salué cette démarche qu'il considère comme une contribution majeure à l'édification de la Confédération. Il a souligné que l'expertise des anciens ambassadeurs représente un atout stratégique pour renforcer la diplomatie confédérale et mieux défendre les intérêts communs des peuples du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Réaffirmant le soutien de la Commission nationale de la Confédération des États du Sahel, Bassolma Bazié a assuré les organisateurs de la disponibilité de son institution à accompagner cette initiative, dont les conclusions pourraient contribuer à consolider le rayonnement de l'AES sur les scènes régionale et internationale.

Arouna Sidibé

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Énergies renouvelables : L'ANERB pose les bases de son opérationnalisation



L'Agence nationale des Énergies renouvelables et des Bioénergies (ANERB) a tenu, le jeudi 25 juin 2026 à Bamako, la première session ordinaire de son Conseil d'administration, marquant une étape majeure dans l'opérationnalisation de cette structure créée par la Loi n°2024-036 du 24 décembre 2024. Cette rencontre ouvre une nouvelle phase dans la mise en œuvre des politiques nationales en matière de développement des énergies renouvelables et des bioénergies.

Les travaux étaient présidés par Mme Kadiatou Thérèse Dembélé, représentante du ministre de l'Énergie et de l'Eau, président du Conseil d'administration, empêché. Ils se sont déroulés en présence du Directeur général de l'ANERB, M. Adama Yoro Sidibé, ainsi que de l'ensemble des administrateurs.

À l'ordre du jour figuraient plusieurs dossiers stratégiques, notamment l'examen et la validation du rapport d'activités 2025, du Programme de travail budgétisé annuel (PTBA), du projet de budget 2026, du contrat annuel de performance, du projet de cadre organique et de diverses questions relatives au fonctionnement de l'Agence.

Dans son allocution d'ouverture, le Directeur général de l'ANERB a salué l'engagement du ministre de l'Énergie et de l'Eau, M. Tiémoko Traoré, dont le leadership a permis la tenue de cette première session du Conseil d'administration, plus de deux ans après la création de l'Agence. Il a souligné que cette rencontre constitue un tournant décisif pour le démarrage effectif des activités de l'institution.

Évoquant le contexte énergétique mondial marqué par la hausse et la volatilité des prix des combustibles, M. Adama Yoro Sidibé a rappelé que l'ANERB est appelée à jouer un rôle central dans la di-



versification des sources d'énergie du Mali. Il a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités techniques de l'Agence, notamment dans les domaines de la recherche scientifique, des essais de laboratoire, du contrôle de qualité des équipements d'énergies renouvelables et de bioénergies, ainsi que dans la réalisation d'études de référence.

Le Directeur général a également mis l'accent sur l'importance d'une veille technologique permanente afin de permettre à l'Agence d'anticiper les évolutions du secteur et de proposer des solutions innovantes adaptées aux besoins du pays.

Présentant les perspectives pour l'exercice 2026, il a indiqué que le Programme d'activités sera soutenu par un budget prévisionnel de 1,161 milliard de FCFA, destiné à financer les principales missions de l'Agence. Selon lui, cette première session pose les bases du déploiement opérationnel des projets visant à promouvoir les énergies renouvelables et à renforcer la souveraineté énergétique nationale.

Prenant la parole au nom du ministre de l'Énergie et de l'Eau, Mme Kadiatou Thérèse Dembélé a rappelé que cette session intervient dans un contexte marqué par la volonté des autorités de consolider la souveraineté du Mali. Elle a souligné que la souveraineté politique ne saurait être pleinement réalisée sans une véritable souveraineté énergétique.

Elle a ainsi invité les différents acteurs à faire de l'ANERB un véritable pôle d'innovation, un catalyseur d'investissements et un moteur de transformation économique et territoriale. Inscrivant cette ambition dans la vision du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, elle a assuré que le ministère de l'Énergie et de l'Eau mobilisera tous les partenaires afin de faire de l'Agence le fer de lance de la transition énergétique malienne.

Au terme de cette première session, les administrateurs ont adopté plusieurs recommandations visant à garantir une mise en œuvre efficace des activités programmées. Ces décisions devraient permettre à l'ANERB de renforcer son rôle stratégique dans le développement des énergies propres, la recherche et l'innovation, tout en contribuant à la sécurité énergétique et au développement durable du Mali.

Yacouba Ongoiba

160 milliards de FCFA pour SOTELMA : Un retour stratégique de l'État qui interroge





Le gouvernement malien a franchi une étape majeure dans sa politique de reconquête de la souveraineté économique et numérique en finalisant le rachat de la licence d'exploitation de la Société des télécommunications du Mali (SOTELMA/Malitel) pour un montant de 160 milliards de francs CFA. L'annonce a été faite par le ministre de l'Économie et de la Reprise productive, Alhamdou Ag Ilyène.

À travers cette opération, l'État reprend le contrôle total de l'un des principaux opérateurs de télécommunications du pays. Les autorités de la Transition présentent cette décision comme un choix stratégique visant à renforcer la maîtrise nationale des infrastructures de communication, considérées aujourd'hui comme des actifs essentiels à la sécurité, à la souveraineté numérique et au développement économique.

Le rachat de la licence s'inscrit dans une dynamique plus large de reprise en main de secteurs jugés stratégiques. Dans un contexte où les télécommunications jouent un rôle central dans l'économie numérique, les services publics, les transactions financières et la sécurité nationale, les autorités estiment qu'un contrôle renforcé de l'État permettra d'orienter davantage le secteur vers les priorités de



développement du Mali.

Au-delà de son importance économique, cette décision soulève toutefois plusieurs interrogations. Elle ravive notamment le débat sur la privatisation de SOTELMA intervenue il y a plusieurs années. À l'époque, la cession de l'opérateur historique était justifiée par la volonté de moderniser les infrastructures, d'attirer des investissements privés, d'améliorer la qualité des services et d'alléger les charges financières de l'État. Cette orientation répondait également aux réformes économiques engagées dans plusieurs pays africains, qui privilégiaient une ouverture des secteurs stratégiques au capital privé.

Aujourd'hui, le contexte a profondément évolué. Les enjeux de souveraineté numérique, de cybersécurité et de maîtrise des infrastructures critiques occupent une place beaucoup plus importante dans les politiques publiques. Dès lors, une question mérite d'être posée : les raisons qui avaient conduit l'État à céder une partie du contrôle de SOTELMA sont-elles devenues obsolètes ou les circonstances nationales et internationales justifient-elles désormais un changement de cap ?

Cette opération invite également à une réflexion plus large sur ses implications économiques. Le montant de 160 milliards de FCFA représente un engagement financier considérable pour les finances publiques. Les autorités ont-elles procédé à une analyse approfondie du rapport coût-bénéfice de cette acquisition ? Les perspectives de rentabilité, d'amélioration de la qualité des services, d'extension de la couverture numérique et de retour sur investissement ont-elles été mises en balance avec les risques financiers, opérationnels et technologiques qu'implique une telle reprise ?

D'autres interrogations demeurent. Quel sera le nouveau modèle de gouvernance de SOTELMA ? Comment l'État entend-il garantir une gestion performante, compétitive et transparente de l'opérateur dans un marché marqué par une forte concurrence et des évolutions technologiques rapides ? Quels investissements supplémentaires seront nécessaires pour moderniser les infrastructures et répondre aux attentes des usagers ?

Le rachat de la licence de SOTELMA constitue sans conteste une décision stratégique majeure. Son succès dépendra toutefois de la capacité des pouvoirs publics à transformer cette reprise de contrôle en un véritable levier de modernisation, d'innovation et de performance. Au-delà du symbole de la souveraineté retrouvée, c'est désormais sur les résultats concrets, la qualité des services, la gouvernance et la création de valeur pour les citoyens que cette opération sera jugée.

Karamoko B Keita

Gendarmerie nationale : Une formation pour renforcer les compétences en gestion de carrière



Dans le cadre du renforcement des capacités de son personnel, la Gendarmerie nationale a bénéficié d'une session de formation consacrée à la gestion de carrière. Soutenue par la mission européenne EUCAP, cette initiative vise à améliorer les compétences des cadres et agents en matière de gestion des ressources humaines et d'administration du personnel.

Cette formation s'inscrit dans une dynamique de professionnalisation des forces de sécurité à travers le développement d'une administration plus performante, transparente et efficace. Durant plusieurs jours, les participants ont été outillés sur les principaux mécanismes de gestion des carrières, avec un accent particulier sur les procédures administratives, les principes d'avancement et les bonnes pratiques en matière de gestion du personnel.

Les différents modules dispensés ont permis d'approfondir les connaissances des participants sur les règles qui encadrent l'évolution de carrière au sein de l'institution, ainsi que sur les responsabilités liées à l'administration des ressources humaines. L'objectif est de garantir une gestion plus équitable et plus efficace des effectifs, en veillant au respect des textes réglementaires et des principes de bonne gouvernance.

La formation a également accordé une place importante aux questions d'éthique, de déontologie et de respect des droits humains. Ces thématiques constituent aujourd'hui des piliers essentiels dans le fonctionnement des forces de sécurité modernes, appelées à exercer leurs missions dans le



strict respect des lois, des libertés fondamentales et des valeurs républicaines.

Un autre volet majeur de cette session a porté sur l'intégration de l'approche genre dans la gestion des ressources humaines. Les participants ont été sensibilisés à l'importance de promouvoir l'égalité des chances, de prévenir toute forme de discrimination et de favoriser un environnement professionnel inclusif au sein de la Gendarmerie nationale. Cette approche contribue à renforcer la cohésion interne et à améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

Au-delà de l'acquisition de connaissances techniques, cette formation ambitionne de doter les responsables des outils nécessaires pour mieux accompagner les parcours professionnels des personnels, depuis leur recrutement jusqu'à leur évolution de carrière. Une gestion rigoureuse et transparente des ressources humaines est en effet considérée comme un facteur déterminant pour renforcer la motivation des agents, valoriser les compétences et améliorer les performances de l'institution.

Le soutien apporté par EUCAP à cette initiative témoigne de son engagement en faveur du renforcement des capacités des forces de sécurité. À travers ce type d'accompagnement, la mission contribue au développement d'administrations sécuritaires plus professionnelles, plus responsables et davantage orientées vers le service public.

En renforçant les compétences de ses cadres en gestion de carrière, la Gendarmerie nationale réaffirme sa volonté de moderniser son administration et d'améliorer la gouvernance de ses ressources humaines. Cette démarche s'inscrit dans une vision de long terme visant à bâtir une institution plus performante, capable de répondre efficacement aux défis sécuritaires tout en garantissant un service de qualité au profit des populations.

Yacouba Ongoiba

Le Conseil supérieur de la magistrature réformé : Le CNT adopte un nouveau cadre juridique



Le Conseil national de Transition (CNT) a franchi une nouvelle étape dans le processus de réforme institutionnelle du Mali en adoptant, ce mardi 30 juin 2026, six textes de loi, dont trois projets majeurs concernant le secteur de la justice. Présentées par le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué, ces réformes visent à moderniser le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et à renforcer le dispositif juridique national de lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants.

La séance plénière, qui reprenait les travaux suspendus le 25 juin dernier, s'est déroulée sous la présidence du premier vice-président du CNT, Hamèye Founé Mahalmadane. Les conseillers ont adopté à l'unanimité, par 124 voix pour, le projet de loi organique fixant les attributions, la composition, l'organisation et les règles de fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature.

Cette réforme traduit les innovations introduites par la Constitution de 2023 et remplace un cadre juridique datant de 2003, jugé désormais inadapté. La principale nouveauté réside dans l'instauration d'une composition paritaire de l'institution, qui comprendra désormais neuf magistrats et neuf non-magistrats. Selon le président de la Commission des lois du CNT, Souleymane DE, cette ouverture permettra de renforcer la transparence, la gouvernance démocratique et de répondre aux critiques portant sur le caractère corporatiste de l'institution.



Le nouveau texte consacre également le droit pour tout justiciable de saisir directement le Conseil supérieur de la magistrature en cas de dysfonctionnement. Afin de garantir une plus grande indépendance de la justice, un Secrétariat général doté de moyens humains, matériels et financiers renforcés remplacera l'actuel secrétariat administratif. En outre, les membres du cabinet du ministère de la Justice ainsi que ceux de son Secrétariat général ne pourront plus siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Le CNT a également adopté deux autres projets de loi visant à mettre la législation malienne en conformité avec les engagements internationaux du pays, notamment le Protocole de Palerme de 2000 relatif à la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Le projet de loi portant lutte contre la traite des personnes a été adopté par 118 voix pour, tandis que celui relatif à la lutte contre le trafic illicite des migrants a recueilli l'unanimité des 124 votants.

Ces nouveaux textes élargissent l'approche de la lutte contre ces phénomènes en privilégiant non seulement la répression, mais aussi la prévention, la protection des victimes et des témoins, ainsi que la coordination des différents intervenants. Ils prévoient notamment la création d'un organe national de coordination chargé de piloter les actions dans ce domaine.

À l'issue des votes, le ministre de la Justice, Mamoudou Kassogué, a salué l'engagement des membres du Conseil national de Transition, estimant que ces réformes contribueront à bâtir une justice plus moderne, plus performante et plus équitable. De son côté, le CNT a recommandé un renforcement des actions de sensibilisation et une implication accrue de l'ensemble des acteurs concernés afin de lutter efficacement contre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants.

Par ces adoptions, le Conseil national de Transition poursuit la mise en œuvre des réformes institutionnelles engagées depuis l'entrée en vigueur de la Constitution de 2023, avec pour ambition de consolider l'État de droit, d'améliorer la gouvernance judiciaire et d'offrir aux citoyens un meilleur accès à une justice indépendante et efficace.

Yacouba Ongoiba

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Hivernage à Bamako : Le départ des aides ménagères révèle la dépendance des foyers urbains



Avec les premières pluies de l'hivernage, un phénomène bien connu refait surface à Bamako : le retour massif des aides ménagères vers leurs villages d'origine. Si cette migration saisonnière répond aux besoins des travaux agricoles, elle met également en évidence la forte dépendance des ménages urbains à cette main-d'œuvre souvent discrète, mais indispensable.

Chaque année, des milliers de jeunes filles quittent les campagnes pour travailler comme employées de maison dans la capitale. Leur objectif est généralement de réunir les moyens nécessaires pour préparer leur avenir, notamment en constituant un trousseau de mariage composé d'ustensiles de cuisine, de pagnes, de vêtements ou encore d'un téléphone portable. Pour certaines, cette expérience représente une opportunité d'améliorer leurs conditions de vie et de soutenir leur famille.

Cependant, la réalité est souvent plus difficile. Nombre de ces adolescentes évoluent dans des conditions précaires, enchaînant de longues journées de travail pour des rémunérations modestes, parfois irrégulières. Aux tâches domestiques s'ajoutent, dans certains cas, des violences verbales, des humiliations ou un manque de considération, malgré le rôle essentiel qu'elles jouent dans le fonctionnement des foyers.

Leur départ à l'approche de la saison des cultures bouleverse l'organisation des familles citadines. Les tâches ménagères reviennent alors aux membres du foyer, qui doivent assurer eux-mêmes le nettoyage, la cuisine, la lessive ou encore d'autres travaux quotidiens. Cette situation rappelle l'importance de ces travailleuses dans l'économie domestique et relance le débat sur leurs conditions de travail.

Au-delà du constat, cette réalité soulève la question de la modernisation des tâches ménagères et agricoles. Le développement d'équipements accessibles, tels que des machines à laver, des appareils de cuisson modernes ou des outils de mécanisation agricole, pourrait contribuer à réduire la pénibilité du travail, améliorer les conditions de vie des femmes et offrir davantage d'opportunités aux jeunes rurales, sans qu'elles soient contraintes de quitter leur communauté pour assurer leur avenir.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

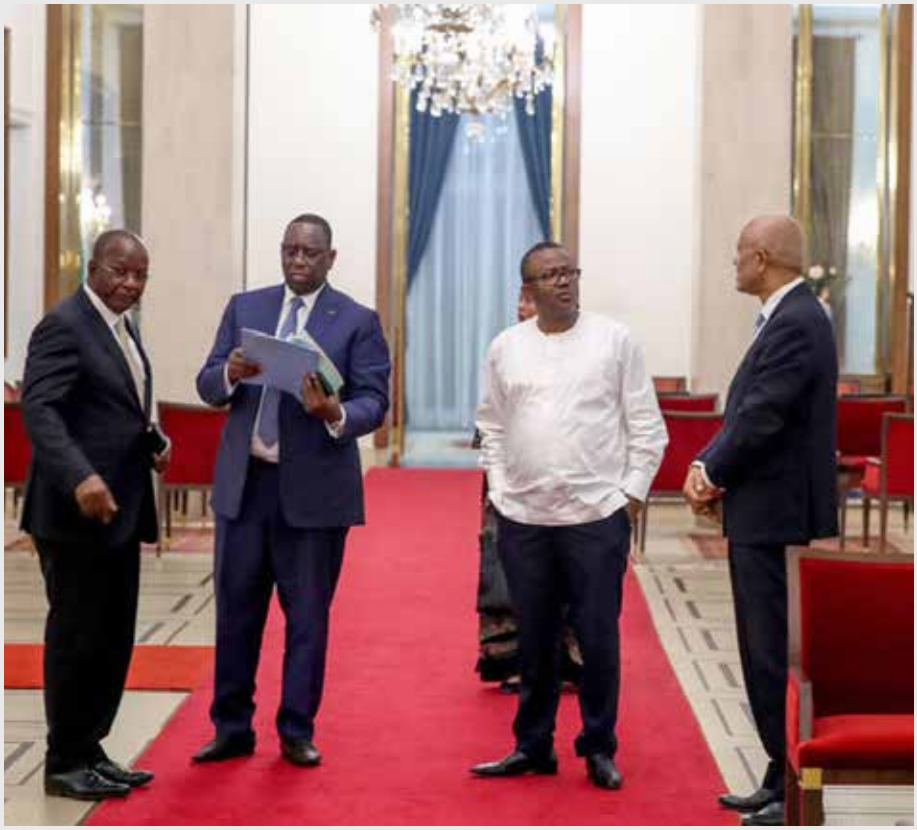
Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Campagne de Macky Sall pour l'ONU : Le rôle d'Umaro Sissoco Embaló au cœur des interrogations



La campagne de l'ancien président sénégalais Macky Sall pour accéder au poste de secrétaire général des Nations unies ferait face à plusieurs obstacles diplomatiques, selon des informations publiées par Confidentiel Afrique. En cause notamment, la place de plus en plus visible de l'ancien président bissau-guinéen Umaro Sissoco Embaló au sein de son dispositif de lobbying international.

D'après le média, Umaro Sissoco Embaló, renversé par une junte militaire en novembre 2025, accompagne activement Macky Sall dans ses démarches auprès de partenaires étrangers. Si cette proximité est perçue favorablement dans certains milieux africains, elle susciterait davantage de réserves dans plusieurs capitales occidentales, notamment à Washington et à Bruxelles.

Selon des sources citées par Confidentiel Afrique, l'administration américaine demeurerait peu réceptive aux initiatives entreprises par l'ancien dirigeant bissau-guinéen. Le média affirme également que les efforts déployés par Macky Sall pour obtenir un soutien de l'administration du président Donald Trump n'auraient, jusqu'à présent, pas abouti.

En Europe, des interrogations similaires seraient exprimées. Malgré le plaidoyer de certains partenaires en faveur de l'ancien chef de l'État sénégalais, plusieurs pays de l'Union européenne s'interrogeraient sur l'influence exercée par Umaro Sissoco Embaló dans la conduite de la campagne. Des sources diplomatiques évoquent notamment un certain malaise à Bruxelles à la suite de rencontres impliquant l'ancien président bissau-guinéen.

À ces difficultés s'ajoutent les réserves formulées par plusieurs États africains concernant la candidature de Macky Sall. Selon Confidentiel Afrique, celle-ci ne ferait pas l'objet d'un consensus au sein de l'Union africaine, certains pays rappelant le principe non écrit d'une rotation régionale qui favoriserait, pour le prochain mandat, un candidat issu de l'Amérique latine ou des Caraïbes.

Dans ce contexte, Macky Sall poursuivrait ses démarches bilatérales afin de renforcer ses soutiens internationaux. Toutefois, selon plusieurs observateurs cités par le média, le choix des personnalités chargées de porter sa campagne pourrait peser autant que son projet dans une élection où les équilibres diplomatiques demeurent déterminants.

Arouna Sidibé

Burkina Faso–Nations Unies : Ouagadougou et l'ONU échangent sur l'avenir de leur coopération



Les autorités burkinabè et le système des Nations Unies poursuivent leurs discussions afin de redéfinir le cadre de leur coopération, à la suite de la suspension des activités du bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) au Burkina Faso.

Le coordonnateur résident par intérim du système des Nations Unies au Burkina Faso, Maurice Azonnankpo, a été reçu le 30 juin 2026 par le ministre des Affaires étrangères, Karamoko Jean Marie Traoré. Cette rencontre a permis de faire le point sur les relations entre les deux parties et d'examiner les perspectives de collaboration.

Selon le ministère burkinabè des Affaires étrangères, les échanges interviennent dans un contexte marqué par la suspension, en avril 2026, des activités du bureau du HCDH. Les Nations Unies ont rappelé que l'accord de siège prévoit la fermeture des bureaux concernés lorsqu'une suspension se prolonge. Afin d'assurer la continuité des actions en cours, l'organisation a proposé la désignation d'un point focal national chargé du suivi des projets durant les six prochains mois, ainsi que la mise en place d'un nouveau cadre de dialogue entre les deux parties.

Au cours de l'entretien, le ministre Karamoko Jean Marie Traoré a réaffirmé que la décision des autorités burkinabè s'inscrivait dans une démarche visant à préserver la souveraineté nationale. Il a également estimé que certains comportements observés étaient incompatibles avec les principes régissant l'accord de siège, tout en prenant acte des propositions formulées par les Nations Unies.

Malgré les divergences ayant conduit à cette situation, les deux parties affichent leur volonté de maintenir le dialogue. Le chef de la diplomatie burkinabè a réitéré la disponibilité de son pays à poursuivre sa coopération avec les organisations internationales, à condition qu'elle repose sur le respect mutuel, la confiance réciproque et le strict respect des engagements convenus entre les partenaires.

Cette rencontre marque ainsi une nouvelle étape dans les discussions destinées à préserver les relations entre Ouagadougou et les Nations Unies, tout en tenant compte des priorités affichées par les autorités burkinabè.

Arouna Sidibé

Xi Jinping souligne l'engagement inébranlable du PCC à résoudre la question de Taiwan et à parvenir à la réunification complète de la Chine



Résoudre la question de Taiwan et parvenir à la réunification complète de la Chine constituent une mission historique et un engagement inébranlable pour le Parti communiste chinois (PCC), a déclaré mercredi Xi Jinping, secrétaire général du Comité central du PCC.

M. Xi, également président chinois et président de la Commission militaire centrale, a tenu ces propos dans son discours prononcé lors d'un rassemblement marquant le 105e anniversaire du PCC.

Il s'est engagé à prendre des mesures résolues pour lutter contre les sécessionnistes prônant «l'indépendance de Taiwan», s'opposer à toute ingérence extérieure et faire progresser la réunification nationale.

Source: cgtn.com

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Coupe du monde 2026 : La Norvège élimine la Côte d'Ivoire et rejoint le Brésil en huitièmes



L'aventure de la Côte d'Ivoire à la Coupe du monde 2026 s'est arrêtée en seizièmes de finale. Opposés à la Norvège, les Éléphants se sont inclinés 2-1 au terme d'un match intense et disputé, mardi, laissant les Scandinaves décrocher leur qualification pour les huitièmes de finale, où ils retrouveront le Brésil.

Pour cette première rencontre à élimination directe de leur histoire en Coupe du monde, les hommes d'Emerse Faé ont affiché de belles intentions dès le coup d'envoi. Bien organisés et portés par la vivacité de Nicolas Pépé, Yan Diomandé et Bonny, les Ivoiriens ont longtemps bousculé une équipe norvégienne emmenée par son trio offensif composé d'Erling Haaland, Antonio Nusa et Alexander Sørloth.

Malgré plusieurs occasions ivoiriennes, notamment par Konan et Pépé, c'est la Norvège qui a ouvert le score contre le cours du jeu. À la 40e minute, Antonio Nusa a signé un superbe tir enroulé qui a terminé dans la lucarne de Yahia Fofana, donnant l'avantage aux siens juste avant la pause.

Au retour des vestiaires, la Côte d'Ivoire a intensifié la pression et a finalement été récompensée. À la 74e minute, Amad Diallo a conclu une remarquable action individuelle après un une-deux avec Nicolas Pépé pour remettre les deux équipes à égalité.

Alors que le match semblait se diriger vers une prolongation, Erling Haaland a une nouvelle fois démontré son sens du but. Profitant d'une remise de Patrick Berg dans la surface, l'attaquant norvégien a inscrit le but de la victoire à la 87e minute, portant son total à cinq réalisations depuis le début du tournoi.

Malgré une ultime tentative sur coup franc d'Amad Diallo dans le temps additionnel, brillamment repoussée par le gardien Ørjan Nyland, les Éléphants n'ont pas réussi à revenir.

Grâce à ce succès, la Norvège poursuit son parcours dans le Mondial 2026 et affrontera le Brésil en huitièmes de finale. La Côte d'Ivoire quitte quant à elle la compétition avec les honneurs, après un parcours marqué par une première qualification historique pour la phase à élimination directe.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com